

Grève Magistrale !



De la LRU aux mesures actuelles

Il y a un an, l'UEC demandait l'abrogation de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) principalement pour trois raisons :

- La soumission de nos universités aux intérêts privés découlant de l'autonomie financière accordée par la loi.
- La gestion des facs sur le modèle de l'entreprise basée notamment sur le fait que le président détient à présent tous les pouvoirs.
- Les attaques contre le statut d'enseignant-chercheur avec en particulier la possibilité d'embauche massive de contractuels.

Les mesures contre lesquelles nous nous mobilisons aujourd'hui sont dans la droite ligne de cette loi : le gouvernement veut faire précisément passer en force un décret remettant profondément en cause le statut d'enseignant-chercheur. Ses autres projets ne sont pas plus honorables : suppression de 900 postes, dégradation de la formation des enseignants avec la masterisation des concours et la suppression des IUFRM, financement des universités à la performance, multiplication des bourses au mérite à la place de celles sur critères sociaux. Et cette liste n'est pas exhaustive ! Par exemple, de sérieuses menaces pèsent également sur les CROUS. Cette politique qui s'attaque au service public d'enseignement supérieur aura des répercussions sur toute la société. Ensemble, nous devons nous mobiliser !

Mobilisation : passons aux travaux pratiques

Plus de 40 000 étudiants ont manifesté avec les salariés le 29 janvier. Ces dernières semaines, des assemblées générales ont eu lieu dans toutes les universités : plus de 2000 étudiants se sont réunis à Bordeaux, Toulouse et Rennes, 1600 à Aix-Marseille, 1000 à Strasbourg, Lyon et Nantes... Partout en France, étudiants et enseignants-chercheurs joignent leur force pour faire reculer le gouvernement : une grande majorité de facs ont d'ores et déjà voté la grève. Les 5 et 10 février seront de nouvelles journées d'assemblées générales et de manifestations. Retrouvons nous dans la rue, unis et mobilisés contre la casse du service public d'enseignement supérieur !

(étudiants) + (salariés) = (solidarité)²

Les projets du ministère sont d'autant plus une provocation pour toute la communauté universitaire que le pays est plongé dans une crise de grande ampleur. 2,5 millions de salariés exprimaient le 29 janvier leur colère contre un pouvoir qui donne toujours plus aux plus riches. Contrairement aux milliards que le gouvernement met à disposition de quelques banques, il n'a rien d'autre à offrir aux étudiants et aux enseignants qu'une nouvelle attaque contre leurs conditions de vie. Ensemble, il nous faut construire de vraies réponses : sécuriser l'emploi, relever notre pouvoir d'achat, relancer l'investissement public (dans l'Education en particulier) et contrôler et réorienter le crédit bancaire.

Plus d'infos sur www.etudiants-communistes.org

Respect pour le service public d'Enseignement supérieur

- Appel unitaire -

Les organisations signataires appellent l'ensemble de la population à refuser la remise en cause par le gouvernement des fondements et des principes du service public d'Enseignement supérieur.

Un de ces fondements est l'égalité de traitement entre tous les étudiants : qu'en restera-t-il, si une majorité d'universités continue à être sous-dotée financièrement et si à chaque étape de son parcours l'étudiant doit prouver qu'il est "méritant" ? Qu'en restera-t-il si on finance uniquement les universités "performantes" ?

Un de ces principes est le lien fort et fécond entre Enseignement supérieur et Recherche : qu'en restera-t-il là aussi, si le statut des enseignants-chercheurs est remis en cause et si les organismes de Recherche sont démantelés ?

Enfin, comment croire que le service public sera meilleur demain si les enseignants sont moins bien formés, moins bien préparés à l'exercice d'un métier qui ne peut se réduire à la maîtrise d'un savoir ?

Pour tous ceux qui font aujourd'hui vivre le service public d'enseignement supérieur, les choix faits par le gouvernement en la matière sont une provocation.

Nous exigeons dès à présent :

- l'annulation des suppressions de postes dans l'Enseignement supérieur et la Recherche.**
- le retrait de critères basés sur le mérite pour toute aide sociale aux étudiants ou progression dans leur formation et la mise en place d'une politique pluriannuelle de lutte contre la précarité étudiante.**
- la remise à plat de la réforme des critères de financement des universités.**
- l'abandon du projet de modification du décret du 6 juin 1984 sur le statut des enseignants-chercheurs.**
- la reconnaissance qualifiante des 2 ans de formation à l'IUFM des futurs enseignants au lieu d'une mastérisation imposée à marche forcée qui liquide leur formation professionnelle et va exclure les étudiants les plus modestes de la possibilité de présenter les concours de l'enseignement.**
- l'annulation des baisses de postes ouverts au concours de l'enseignement pour 2009 qui relèvent d'un véritable plan social dans la fonction publique en période de crise et un plan pluriannuel de recrutements dans l'éducation.**
- l'annulation de l'accord Paris-Vatican sur la reconnaissance par la France des titres et diplômes délivrés par le Saint-Siège.**

Pour les signataires de cet appel, toute réforme de l'Enseignement supérieur doit faire l'objet d'une réelle négociation avec tous les acteurs de la communauté universitaire, et doit se baser sur les fondements et les principes du service public actuel. Nous réclamons un débat national dont l'objectif serait, dans ce cadre, la construction d'un projet de transformation profonde de l'enseignement supérieur public français dans une perspective de démocratisation à laquelle la politique du gouvernement tourne aujourd'hui le dos.

Premiers signataires :

Union des étudiants communistes (UEC)-Union nationale des étudiants de France (UNEF)
- Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) - Parti communiste français (PCF) -
Mouvement jeunes socialistes (MJS) - Parti socialiste (PS) - Syndicat national de
l'enseignement supérieur (SNESUP) - Parti de gauche (PG)